

BULLETIN DE L'IRÉC

Mensuel publié par l'Institut de recherche en économie contemporaine/Octobre 2010

SOMMAIRE

2/Programme du colloque sur la social-démocratie

2-3-4/Entrevue avec Benoît Lévesque, professeur émérite à l'UQAM

3/Analyse du CASIQ

4/ Conférences publiques « Autres voix, autres choix »

À lire /Crédits

PREMIÈRE NOTE D'INTERVENTION DE L'IRÉC

Les transports, pierre angulaire de la stratégie énergétique du Québec

La première note d'intervention de l'IRÉC présente les faits saillants des études réalisées dans le cadre d'un programme de recherche sur l'électrification du transport collectif au Québec. « L'IRÉC a considéré comme un tout l'ensemble des projets de transport collectif actuellement présentés sans évaluation de la portée qu'ils pourraient avoir s'ils étaient conçus comme une seule et vaste opération de développement économique. Ils représentent des investissements d'un peu plus de sept milliards \$ et la création de 50 000 emplois. Il y aurait fort à gagner à lancer une véritable corvée transport dont l'impact économique serait majeur », ont indiqué les chercheurs de l'IRÉC, Gilles L. Bourque et Robert Laplante, respectivement chargé de projet et directeur général à l'IRÉC.

Les huit projets analysés par l'équipe des chercheurs de l'IRÉC sont les suivants : les trois lignes de tramway à Montréal, le réseau de tramway de la Ville de Québec, le système léger sur rail sur le pont Champlain, la ligne bleue du métro de Montréal, la navette ferroviaire entre l'Aéroport de Montréal (ADM) et le centre-ville de Montréal, l'électrification du réseau d'autobus de Montréal, le réseau de trolleybus de la Ville de Laval et l'électrification des lignes de train de banlieue de la région métropolitaine.

Afin d'encourager le débat public sur la pertinence d'un grand projet de transition vers une économie durable, l'IRÉC a réuni des chercheurs et des collaborateurs pour lancer ce vaste programme de recherche dont le premier volet vise à établir la valeur économique du recours à l'électrification du transport collectif. L'étude évalue la mise en oeuvre d'un plan global reposant sur l'accélération des projets existants, sur le devancement et la réalisation de projets prévus. Elle sera complétée par la présentation et l'analyse de l'impact économique de la création d'un réseau national de transport collectif reposant sur la technologie du monorail.

Les résultats préliminaires font ressortir que c'est en matière de transport que la vulnérabilité de l'économie québécoise est la plus grande et où la

transition serait la plus difficile à affronter en cas de choc pétrolier. Bien que le Québec ait la capacité de sortir globalement gagnant du passage au véhicule électrique, c'est d'abord en misant sur des infrastructures de transport collectif électrifié qu'il pourrait le plus profiter de la conjoncture énergétique marquée par la fin de l'ère du pétrole bon marché.

Les transports représentent le deuxième poste de dépenses pour les ménages québécois. Le ménage moyen a dépensé en moyenne un peu plus de 7 000 \$ par an en transport privé.

Selon le ministère des

Transports du Québec, le secteur du transport et des industries connexes a compté près de 9 % de la main-d'oeuvre du Québec. Une composante importante de ce secteur est celle de la fabrication de matériel de transport. Depuis la fermeture de GM à Boisbriand, c'est la fabrication d'équipements de transport collectif qui domine le sous-secteur québécois du transport terrestre.



On peut retrouver cette note d'intervention sur le site de l'IRÉC à l'URL suivante : <http://www.irec.net/index.jsp?p=76>

À NOTER

Colloque international sur le renouvellement de la démocratie

Date : 26 et 27 novembre 2010

Endroit : salle Alfred Laliberté à l'UQAM.

Heure : voir le programme à la page 2 de ce bulletin

Pour informations : site de l'IRÉC <http://www.irec.net/index.jsp?p=78> ou celui sur la social-démocratie www.chantierssocialedemocratie.org

L'électrification des transports publics : un choix écologique, une nécessité économique

L'IRÉC tiendra un colloque sur l'électrification des transports publics. La date et le lieu sont à déterminer. Les Amis de l'IRÉC seront avisés dès que ces informations seront disponibles.

Note d'intervention

L'IRÉC publiera dorénavant des notes d'intervention afin de contribuer au débat public et de jeter un éclairage original sur les questions d'actualité.

Programme

Vendredi 26 novembre 2010

19 h à 21 h 30

Ouverture

« Recommencer à penser le monde autrement »

Président : Robert Laplante, directeur de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC).

Intervenantes et intervenants : Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN); Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste français; Joseph-Yvon Thériault, sociologue et titulaire de la Chaire du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie de l'UQAM.

Samedi 27 novembre 2010

Avant-midi 9 h 30 à 10 h 30

« Participation collective et concertation dans l'action »

Président : Louis Côté, politologue et directeur de l'Observatoire de l'administration publique (ÉNAP).

Intervenantes et intervenants : Vivian Labrie, citoyenne et chercheuse; Jean-Louis Laville, sociologue, économiste et professeur au Conseil national des Arts et Métiers (Paris); Pierre Paquette, économiste et député du Bloc Québécois.

Avant-midi 11 à 12 h 30

« Politiques sociales et solidarités »

Président : Yves Vaillancourt, politologue et professeur associé à l'UQAM.

Intervenantes et intervenants : Françoise David, porte-parole de Québec solidaire; Sylvie Tardif, conseillère municipale, Trois-Rivières; Jorge Leon, sociologue en Équateur

Après-midi 13 h 30 à 15 h

« Développement économique durable, travail et mondialisation »

Présidente : Diane-Gabrielle Tremblay, économiste et professeure à la Télé-Université de l'UQAM.

Intervenantes et intervenants : Gaétan Morin, Premier vice-président aux investissements au Fonds de solidarité FTQ; Christian Deblock, économiste, professeur à l'UQAM; Martine Ouellet, ingénieure, députée de Vachon et critique du Parti québécois en environnement.

Samedi 15 h 30 à 17 h

« Table synthèse et perspective »

Président : Robert Laplante

Rapporteurs et rapporteuses de la séance d'ouverture et des tables rondes 1, 2 et 3.

Intervenantes et intervenants : Michel Doré, sociologue. Ex-conseiller syndical à la CSN, Marilyse Lapierre, philosophe et ex-conseillère au programme au Parti québécois; Benoît Lévesque, sociologue, professeur émérite à l'UQAM et professeur associé à l'ÉNAP; Gérald Larose, professeur invité à l'UQAM, ex-président de la CSN

Pour le programme complet, consulter le dépliant à l'URL suivant <http://www.irec.net/index.jsp?p=78>

Il faut repenser le politique

Le 9 décembre 2009, l'IRÉC lançait en collaboration avec un consortium de recherche un vaste chantier de réflexion sur le renouvellement de la social-démocratie à partir d'un manifeste intitulé « De l'urgence d'ouvrir un chantier pour renouveler la social-démocratie »¹. Le responsable du Bulletin de l'IRÉC a rencontré Benoît Lévesque, un des signataires. Ce dernier a rappelé que la social-démocratie a eu une influence politique déterminante pour les progrès sociaux qui ont marqué la période de l'après-guerre. Cependant, il constate que le néolibéralisme, tout en alimentant des crises périodiques de plus en plus déstabilisantes, menace les progrès réalisés antérieurement. D'où l'urgence de repenser le politique et de réfléchir sur la social-démocratie. Nous le remercions chaleureusement d'avoir accepté de partager ses réflexions et ses analyses.

Dès le début de l'entrevue, le chercheur a précisé que ce débat se pose dans tous les pays occidentaux. « Il y a une telle insatisfaction devant la démocratie représentative qu'il faut repenser le politique », a-t-il indiqué. Le modèle développé au Québec s'inspire de la tradition sociale-démocrate. Il a permis au Québec d'être résilient durant la crise de 1980-2000. Ce dernier a réussi à négocier une ouverture des frontières avec le libre échange tout en élargissant le rôle de l'État providence. Le développement du réseau des garderies en est un exemple. « Cependant, note le chercheur, depuis 2007-2008, il y a un doute sur l'avenir du Québec. Les élites politiques se déplacent vers le centre droit et s'appuient sur l'endettement pour exiger des changements. De plus, la société québécoise n'a jamais été aussi pluraliste et complexe ».

C'est dans ce contexte qu'il est urgent de réintroduire la social-démocratie dans le débat public. Les auteurs du manifeste souhaitent arriver à un diagnostic partagé avec la population plutôt qu'à une réflexion en vase clos qui se veut lucide, mais qui se révèle aveugle. « Quels sont les grands enjeux sur lesquels nous devons nous battre? s'interroge Benoît Lévesque. Par exemple, le libre échange entre le Canada et l'Europe s'annonce plus contraignant pour le Québec que l'ALÉNA. Les provinces sont parties prenantes et cela peut toucher les sociétés d'État. Il n'y a pas de débat public. L'exploitation du gaz de schiste est un autre exemple où tout s'est fait sans explication sérieuse, sans évaluation approfondie ».

Pourquoi la social-démocratie?

Le professeur émérite explique que c'est avec ce courant de pensée politique qu'il y a eu un approfondissement de la démocratie et une prise en charge du social en Occident. « La social-démocratie a amené des changements

progressistes partout dans le monde où elle s'est implantée, dit-il. Des changements profonds sont cependant apparus dans les sociétés où elle s'est enracinée. Elles ont vu leur base sociale se fragmenter, le pluralisme s'installer avec notamment l'apport de l'immigration et l'émergence de besoins sociaux qui demandent une réponse que la redistribution de la richesse ne peut satisfaire complètement. Les citoyens et les citoyennes sont plus éduqués. Tout en étant d'accord pour une démocratie d'élection, ils exigent une plus grande reconnaissance du travail démocratique qui se fait au quotidien au sein de la société civile ».

Pourquoi une telle désaffection?

« Le paradigme dominant de la social-démocratie est mis en échec lorsque la gauche est portée au pouvoir. Elle reste dans le sillon de la droite », constate le chercheur.

Il y voit deux raisons principales. D'abord, il y a une plus grande impuissance des États-Nations. « Le système économique s'est séparé de la société, dit-il. Le secteur financier s'est séparé de l'économie réelle alors que le système bancaire carbure à la spéculation. Les partis s'en remettent aux élites financières qui se sont tournées vers la mondialisation. Désormais, tout ne se joue plus à l'échelle des nations, ce qui entraîne un grave déficit démocratique. Ensuite, le modèle du parti de masse s'est lézardé. Les partis politiques sont devenus des partis cartels qui s'appuient moins sur les militants et les militantes. Le projet de François Legault conforté par les sondages illustre bien cette dérive. En fait, la démocratie représentative connaît un problème de légitimité pour le vivre ensemble. La démocratie participative aurait le pouvoir de freiner le désenchantement engendré par la première, mais on ne réussit pas à arrimer les deux formes de démocratie. Ce qui entraîne un immobilisme et un besoin de repenser le politique ».

1. Voir l'URL suivante : <http://www.chantiersocialdemocratie.org/spip.php?article7>



Benoît Lévesque est professeur émérite à l'Université du Québec à Montréal et professeur associé à l'École Nationale d'Administration publique (ÉNAP). Il a été directeur du Centre de recherche sur les innovations sociales de 1986 à 2003. Il a dirigé également l'Alliance de recherche Universités-Communautés (CURA) en économie sociale de 2000 à 2003. De 2002 à tout récemment, il a assumé la présidence du Conseil scientifique international du CIRIEC international. Ses champs de spécialisation sont l'économie sociale et coopérative, la sociologie économique et les entreprises et le développement local et régional. Il a publié dans ces domaines de très nombreux articles et ouvrages.

La sociologue poursuit en donnant l'exemple du Québec. Lors de la Révolution tranquille, une alliance s'est constituée entre les syndicats et les élites économiques pour en arriver à un compromis afin de moderniser l'économie du Québec. « On voulait investir dans les entreprises et créer des emplois au Québec tout en modernisant le système d'éducation et de santé ainsi que les infrastructures. Aujourd'hui, le système économique, politique, et culturel n'est plus circonscrit à l'espace national. Une partie de l'élite économique et politique a adopté la perspective d'une économie globalisée. Les puissances économiques dans tous les pays ne veulent plus faire des concessions, d'où une augmentation des inégalités un peu partout », déplore-t-il.

Ce que nous pouvons faire

Dans un tel contexte que peut-on faire? Le chercheur souligne que nous avons encore un certain contrôle sur le débat public. « Nous sommes en démocratie, dit-il. Il nous faut participer au débat public et établir collectivement un diagnostic. Le tandem Legault/Facal s'est présenté sans autre projet de mobilisation que de ne plus parler de la question nationale. D'ailleurs sur ce dernier point, ils vont être rattrapés par la Constitution dans le cadre

SUITE À LA PAGE 4

ANALYSE DU CASIQ AU 30 SEPTEMBRE 2010

L'IQ-30 connaît une hausse de 3,75 %

Au cours du mois de septembre 2010, l'IQ-30 a connu une hausse de 3,75 % pour se situer à 1259,11. Vingt-cinq titres ont augmenté alors que cinq autres ont baissé au cours du mois. Tous les sept secteurs de l'IQ-30 ont connu une hausse au cours du mois. Le secteur de l'Industrie a connu la plus forte variation positive soit 7,19 %. Le secteur des Télécommunications a connu la plus faible hausse avec +0,33 %. Durant le dernier mois, le titre de la compagnie Bombardier Inc. (BBD/B)

a augmenté de +13,74 % au cours du mois. Le titre de la compagnie Banque Laurentienne du Canada a connu une diminution de l'ordre de -5,83 %.

Depuis le début de l'année, deux des dix secteurs du TSX composé ont connu une croissance négative alors que la variation totale fût de tous les secteurs a été de +5,30 %. La plus forte variation positive provient du secteur de la Santé avec 30,31 %. Pour des informations plus complètes, voir <http://www.iq30-iq150.org/>

Tableau comparatif des secteurs

Depuis le mardi 31 août 2010 au jeudi 30 septembre 2010

	IQ-30 (%)	TSX Composé (%)
10-Énergie	-	4,62
15-Matériaux	5,02	2,27
20-Industrie	7,19	4,93
25-Consommation discrétionnaire	4,10	3,34
30-Biens de consommation de base	1,22	2,11
35-Santé	-	1,53
40-Finance	3,13	4,55
45-Technologies de l'information	5,09	4,76
50-Télécommunications	0,33	2,50
55-Services aux collectivités	-	6,35
Variation	3,75	3,82

N.B. Le secteur de l'énergie, la santé et des services aux collectivités ne sont pas représentés dans l'IQ-30.

Tableau comparatif des secteurs de l'IQ-30 avec les secteurs de l'Indice composé S & P/TSX

Depuis le début de l'année au jeudi 31 septembre 2010

	IQ-30 (%)	TSX composé (%)
10-Énergie	-	-4,21
15-Matériaux	52,57	19,04
20-Industrie	17,15	8,59
25-Consommation discrétionnaire	9,88	14,84
30-Biens de consommation de base	6,73	4,26
35-Santé	-	30,31
40-Finance	-6,56	0,39
45-Technologies de l'information	8,78	-3,99
50-Télécommunications	15,45	13,37
55-Services aux collectivités	-	8,70
Variation	7,72	5,30

N.B. Le secteur de l'énergie, la santé et des services aux collectivités ne sont pas représentés dans l'IQ-30.

IQ-30 : Les plus fortes hausses depuis le début de l'année

Société	Prix (\$) 31 déc. 2009	Prix (\$) 30 septembre 2010	Variation du titre %	Pondération (%) au 31 déc. 2009	Variation pondérée %
Corporation minière Osisko	8,46	14,65	73,17	3,31	2,42
Semafo	4,43	9,72	119,41	1,12	1,33
BCE	29,00	33,48	15,45	7,31	1,13
CN	57,34	65,80	14,75	5,52	0,81
Banque Nationale du Canada	60,24	64,93	7,79	8,34	0,65

des négociations sur le libre échange entre l'Europe et le Canada et les provinces. Il faut mettre sur la table la question de la social-démocratie et donner un sens à l'engagement politique. Avant, l'État portait l'intérêt général avec sa planification et le soutien des experts. Aujourd'hui, il n'y a plus de vision à long terme. Ce sont les intérêts privés et les visions à court terme qui prévalent ».

Le défi est d'apprendre à reconstruire avec cette confrontation entre les contextes économiques et non économiques. Jusqu'à tout récemment, il était plus facile de travailler à concilier les deux sphères. Les sommets socio-économiques au Québec avec la participation des syndicats et des coopératives, et plus récemment les groupes communautaires et de femmes, sont un exemple. « Comment arrimer démocratie représentative et société civile avec une plus grande diversité et des citoyens et citoyennes plus instruits? se demande le pro-

fesseur de sociologie économique. Il y a un réel danger de repli vers un système autoritaire. Il y a également un danger de se diriger vers un capitalisme sans société. Il nous faut d'urgence mettre en réseau les centres de recherche et des groupes représentatifs de la société civile. Il y a un saut qualitatif à faire. Il y a des économistes hétérodoxes qui ont prévu la crise économique. Ils n'ont pas été écoutés. Des sociologues appréhendent des catastrophes sociales, car il n'y a plus de freins à la financiarisation de l'économie mondialisée. De même, les écologistes nous invitent à revoir notre mode de production et de consommation. Si nous voulons éviter un effondrement du système, il nous faut introduire des règles pour faire apparaître une société monde et de nouveaux rapports sociaux avec un encadrement juridique qui protègent les droits sociaux. Il faut donc mondialiser les solidarités ».

« Nous commençons à entrevoir ce que pourrait être par exemple la vision politique de l'avenir, poursuit-il. Comme les partis politiques sont trop liés au pouvoir économique, il faut entreprendre de les démocratiser. S'il y a un fractionnement des partis politiques, c'est qu'il n'y a pas suffisamment de discussions et de débats à l'intérieur de ces derniers. Il faut aussi que la société civile s'empare du débat ».

Le colloque de novembre a d'ailleurs été organisé de façon à permettre le débat. Dans chaque atelier, il y a des représentants de la société civile, des universités et du milieu politique qui ont accepté de discuter du renouvellement de la social-démocratie à partir de questions pour lesquelles ils n'ont pas de réponses complètement arrêtées. « Ce colloque se veut un point de départ pour ceux et celles qui veulent une société plus juste et plus solidaire, à partir d'une revalorisation du politique », a conclu Benoît Lévesque.

CONFÉRENCES PUBLIQUES « AUTRES VOIX, AUTRES CHOIX »

Avons-nous encore les moyens de développer?

L'IRÉC a participé le 22 octobre dernier à Québec à une première conférence publique d'une série de trois intitulée « Autres voix, autres choix ». Tenue sous le thème « Avons-nous encore les moyens de développer? », les panellistes ont discuté de l'exploitation des ressources naturelles, de l'occupation du territoire et de la répartition de la richesse. Des propositions variées ont été mises sur la table allant de l'augmentation des redevances dans le secteur minier notamment à des positions plus tranchées sur les notions de croissance et de développement.

Rappelons que ces conférences se tiennent sous l'égide d'un regroupement de cinq groupes d'économistes qui souhaitent explorer des projets alternatifs crédibles au néolibéralisme. La population n'entend qu'un point de vue économique relayé en boucle dans les médias. Ils veulent aussi favoriser l'émergence d'une véritable réflexion à la suite de débats publics sur les enjeux cruciaux sur lesquels le Québec pourrait se construire. La deuxième conférence publique se déroulera à Montréal et portera sur

les services publics. La troisième et dernière conférence aura lieu à Trois-Rivières et portera sur les finances publiques. Cette démarche débouchera sur un forum en février prochain qui fera la synthèse des débats et présentera un ensemble de propositions cohérentes en vue notamment du prochain budget du gouvernement québécois.

Les cinq groupes sont l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC), le collectif Économie autrement, les Chantiers d'économie sociale, l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) et les Éditions Vie Économique.



Harvey L. Mead de Nature Québec, Guy Debailleul, professeur à l'Université Laval, Jean-François Aubin, animateur et responsable des dossiers internationaux au Chantier de l'économie sociale, Robert Laplante, directeur général de l'IRÉC et Martin Frappier, responsable des dossiers stratégiques au Chantier de l'économie sociale.

À lire

- Un dossier sur la social-démocratie avec la participation du directeur général de l'IRÉC dans le numéro d'octobre de *Perspectives*, le magazine de la Confédération des syndicats nationaux. Voir www.csn.qc.ca
- Un résumé de l'intervention de Robert Laplante prononcée lors de l'assemblée annuelle du Syndicat des Métallos dans le numéro de septembre de leur journal *Le Métallo*. Voir www.metallos.org
- Un dossier sur la biomasse paru dans le numéro de septembre de la revue *Le Coopérateur agricole*, l'organe d'information de la Coop fédérée. Voir www.lacoop.coop/coopérateur/

BULLETIN DE L'IRÉC

Bulletin d'information de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) à l'intention des Amis de l'IRÉC/Numéro 10
 1030, rue Beaubien Est, bureau 103
 Montréal H2S 1T4
 Tél. 514 380-8916/Télexcopieur : 514 380-8918
 adm.irec@videotron.net/ www.irec.net
 Directeur général de l'IRÉC : Robert Laplante
 Responsable du bulletin : André Laplante
 514 564-7955/andrelaplante@irec.net
 Collaboration : Frédéric Farrugia (CASIQ)
 Graphisme (Grille) : Anne Brissette
 Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec